

Le Président “choisi par Dieu”

Burundi Le chef de l'Etat s'enferme dans un autisme dévastateur pour le pays.

Portrait Marie-France Cros

Dès avant sa première élection – exceptionnellement par le Parlement, en 2005 – à la tête de l'Etat, Pierre Nkurunziza en était convaincu: il a été choisi par “Dieu” pour conduire le Burundi (voir “La Libre Belgique” du 12 juillet 2005). Et qui peut aller contre Sa volonté?

“Born again christian”, le Président burundais est, aujourd'hui, également pasteur protestant, prêchant régulièrement. “Il ne sait pas que nous sommes dans une république laïque”, observe Richard Nimbasha, le premier des “frondeurs” du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, à avoir déclaré ouvertement son opposition à un troisième mandat du Président sortant. “Toutes les réunions commencent par une prière”, poursuit-il, “même si, par ailleurs, Pierre Nkurunziza bénit le fort sans protéger celui qu'on écrase, même s'il accepte la loi de la jungle. Il n'arrive pas à différencier la nation du parti; il ne peut pas comprendre pourquoi tous les Burundais ne sont pas CNDD-FDD”.

Dix minutes

“Pierre Nkurunziza n'est pas capable de se concentrer plus de dix minutes”, glisse-t-on au Frodebu, parti qui siège au gouvernement – une accusation reprise par plusieurs frondeurs du CNDD-FDD. “Il ne peut pas présider un conseil des ministres: il s'en va dès qu'on discute ce qu'il a dit, pour aller jouer au foot,

tout seul. Il doit souffrir de quelque chose; la logique lui échappe”, ajoute cette source.

D'autres sont plus incisifs encore, assurant que le chef de l'Etat est suivi médicalement pour un traumatisme psychologique subi durant la guerre civile (1993-2005). Mais chacun souligne l'incapacité de Pierre Nkurunziza à assurer le suivi d'une de ses décisions.

Là où le Président est le plus à l'aise, c'est lorsqu'il part dans les collines – escorté d'une suite impressionnante et après que le CNDD-FDD eut convoqué la population locale pour l'accueillir triomphalement. Il y plante un avocatier sous les flashes des photographes ou pose la première brique d'une école ou d'un centre de santé, dûment filmé par la télévision officielle.

Il aime aussi le rôle de pasteur, prie avec ses fidèles, celui de chef de sa chorale religieuse ou de son équipe “Hallelujah Football Club”, lui qui fut professeur de gymnastique avant d'entrer au maquis, dans les années 90.

Et c'est à ces quatre activités qu'il consacre l'essentiel de son temps, laissant un quarteron de généraux issus de l'ancienne guérilla CNDD-FDD donner des ordres à sa place.

“Nous n'aurons plus rien”

Le poste de sénateur à vie qui est réservé aux anciens chefs d'Etat burundais ne lui semble pas à sa mesure. Il veut impérativement effectuer encore un mandat présidentiel, bien que l'Accord de paix d'Arusha, signé en 2000, qui a mis fin à la guerre civile, interdise à tout président de rester plus de dix ans au pouvoir.

Pierre Nkurunziza le veut malgré l'opposition des partis politiques (y

compris une partie du sien), de la société civile, de l'Eglise, du Conseil des sages du pays, d'une partie des forces de sécurité, des pays voisins – qui se sont beaucoup investis dans l'Accord de paix et ne veulent plus voir des réfugiés burundais déferler chez eux. Mais aussi contre l'avis de l'Onu et

de l'Union africaine, sous l'égide desquelles l'Accord avait été signé, et de l'Union européenne, principal bailleur de fonds du Burundi.

Aux ambassadeurs qui s'inquiètent, Pierre Nkurunziza assure qu'il ne veut faire “que” ces cinq ans de plus. “Pourquoi dit-il aux diplomates étrangers et pas à nous, les Burundais?”, interroge, inquiet, Léonce Ngendakumana, chef du parti Frodebu Sawanya (opposition). “Pourquoi n'a-t-il pas négocié cela avec les partis?”

Et de poursuivre: “S'il réussit à imposer son troisième mandat, Arusha ne sera plus respecté, on ne s'y référera plus. Et alors, nous n'aurons plus rien de ce qui nous a permis de sortir de la guerre.”

“Et alors nous n'aurons plus rien de ce qui nous a permis de sortir de la guerre.”

LÉONCE NGENDAKUMANA

Chef du parti d'opposition Frodebu Sawanya et de la coalition ADC-Ikibiri.

Eglise, pays voisins et Onu tentent de forcer le dialogue pour trouver une issue à la crise

L'Eglise du Burundi a rendu public, mercredi, la position des évêques face à la crise politique qui a déjà fait *"plus de 35 000 réfugiés"* dans les pays voisins, selon les Nations unies.

Les prélats, soulignant la gravité de la situation, appellent les dirigeants politiques à emprunter la voie du dialogue et de la concertation. Au menu des discussions, doivent figurer, selon l'Eglise, les questions suivantes: comment ramener la sécurité dans le pays, à la veille des législatives et communales (26 mai) et de la présidentielle (26 juin); comment faire en sorte que toutes les forces rejoignent la voie électorale, alors que la crédibilité des scrutins est déjà mise en doute; comment

favoriser des élections crédibles. Le principal rival de M. Nkurunziza, Agathon Rwaswa, a appelé pour sa part à un report des scrutins.

On a appris mercredi que des discussions informelles avaient été ouvertes mardi soir sous l'égide de la Mission électorale de l'Onu. Il semblerait cependant que les autorités burundaises refusent de discuter du troisième mandat du président Nkurunziza, auquel s'opposent de nombreux manifestants et secteurs de la nation. Mercredi, les ministres des Affaires étrangères du Rwanda, de Tanzanie, du Kenya et d'Ouganda – les partenaires du Burundi au sein de l'"East African Community" – sont arrivés à Bujumbura.

MFC